

Municipales : message aux 36.000 têtes de liste

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 21 mars 2014

Liberté Politique a adressé un livret contenant 18 propositions de "pistes d'action" aux 36.000 maires sortants et candidats connus aux prochaines élections. Objectif : réapprendre à servir le bien commun dans chacune de nos cités.

Villes, villages, communes, municipalités... tous ces « lieux-dits » sont d'abord des lieux de vie, l'expression de la Cité, au sens premier de la réalité politique. C'est dans ces petites républiques que se déploie la dimension sociale de l'homme au-delà du cercle privé, cet « animal politique » décrypté par Aristote, capable de vivre et penser le bien commun comme le lieu de son épanouissement personnel et communautaire.

L'attachement des Français à leur commune, petite ou grande, rurale ou urbaine, et leur intérêt pour les élections municipales est à ce titre un signe de bonne santé civique. L'ancrage de la politique dans la réalité, et de la politique comme le service concret du bien collectif, est d'abord municipal. S'il y a bien un rempart contre toutes les dérives connues de la politique, théâtre des ambitions et des idéologies, c'est bien dans la politique vécue au plus près de la réalité quotidienne de nos concitoyens.

De réels pouvoirs

L'art politique français a fait du maire un responsable doté de réels pouvoirs. Sa fonction n'est pas d'abord symbolique. Élu par les grands électeurs que sont les conseillers municipaux, il agit en vue du bien public et par délégation de l'autorité de l'État. De tous les mandats électifs, c'est lui qui dispose du plus grand pouvoir dans cette capacité à résoudre des problèmes au plus près de la vie des citoyens.

Ce faisant, il est directement confronté à la réalité de la société française : nuls plus que les maires savent le poids de l'éclatement du lien social, les conséquences de la montée de la précarité, les ravages du chômage de longue durée, l'injustice qui frappe une jeunesse privée d'une instruction rigoureuse, exigeante et de familles solides, aussi protectrices que protégées elles-mêmes, l'effet de l'insécurité sur les populations les plus faibles.

Les conditions du bien-vivre ensemble

Certes, les communes n'ont pas le pouvoir de réduire toute la misère du monde, ou d'assurer la prospérité de tous, mais leur rôle est capital pour créer d'abord les conditions élémentaires du bien-vivre ensemble. Autrement dit de délivrer par leurs initiatives, leurs services et l'exemple de leurs dirigeants ce sens du bien commun qui est la marque de la vocation politique de chaque personne, quel que soit son rôle social. De faire comprendre à chaque citoyen qu'il est utile à la collectivité, que la collectivité compte sur lui, et que c'est pour cette raison que la collectivité a également des devoirs : non celui de veiller à satisfaire une clientèle, et *a fortiori* une majorité de la population contre une ou plusieurs minorités, mais de permettre à chacun d'exercer ses droits et ses devoirs au sein de la collectivité, nul ne pouvant prétendre vivre comme si les autres n'existaient pas.

D'où la nécessité de recourir bien souvent à des arbitrages difficiles, mais ceux-ci ne peuvent être compris si le sens civique est le plus largement partagé, et que le bien commun sort de la logique de l'addition des biens particuliers, qui, d'une manière ou d'une autre, finit par se transformer en affrontement des droits les uns contre les autres.

Le premier lieu de l'ouverture politique

Pour sortir de cette logique dialectique, les élus locaux savent que rien ne peut remplacer dans la construction de l'esprit civique le sens de la communauté qui s'inscrit elle-même dans le sentiment d'appartenance. D'où le drame de cette obstination bureaucratique à vouloir éliminer les petites communes ou à négliger les entités de quartier : seul le pessimisme idéologique veut réduire ces toutes premières cellules de la vie politique — un lieu, une mémoire, une fraternité — à un enfermement quand il s'agit précisément du premier lieu de l'ouverture politique ! Et l'expérience prouve que toutes les tentatives de regroupements de communes, supposés rationaliser l'organisation publique sur un modèle économique,

n'ont fait que démultiplier coûteusement les défauts de l'empire bureaucratique. Si choc de simplification il doit y avoir, ce n'est pas en remplaçant la politique par l'administration, le civisme par la technique, et la simplicité par l'uniformisation.

C'est l'ambition de nos *18 propositions* (Ed. Fr.-X. de Guibert) d'offrir des pistes d'action pour redonner à la vie politique française ce sens du bien commun partagé depuis les réalités locales, le service de tous les citoyens par les citoyens eux-mêmes.

Pour en savoir plus :

Découvrez et commandez [*Municipales 2014, 18 propositions*](#),
par François Billot de Lochner
Ed. Fr.-X. de Guibert
94 p. 8,90 €

[Aidez-nous à les diffuser auprès des futurs et nouveaux élus](#)

A propos des élections : notre [guide de l'électeur](#)
"Voter en prudence pour le bien commun"
